

Mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National (CDNs) et liens avec la réforme des subventions aux énergies fossiles : Défis et opportunités dans le contexte de l'après-COVID-19

Webinaire co-organisé par ENERGIES 2050 et la DPES/DFAE¹ de la Suisse

Vendredi 6 novembre de 14h à 15h30 GMT

Agenda

Mots d'introduction

- M. l'Ambassadeur Stefan ESTERMANN – Chef de Division – Division Politiques Extérieures Sectorielles (DPES) du Département Fédéral des Affaires Etrangères (DFAE) de la Suisse
- M. Stéphane POUFFARY – Directeur Général – ENERGIES 2050
- M. Thomas ANDRE
REN 21 - Responsable de projet et Analyste
 - o Situation mondiale des énergies renouvelables : enjeux liés à l'agenda climat, politiques toujours limitées et soutien aux énergies fossiles trop importantes
- M. Déthié Soumaré NDIAYE
Conseiller Finance Climat CEDEAO / AT Finance Climat Projet GCCA+ WA
 - o Financement de la mise en œuvre des CDNs dans les États de la CEDEAO : regards sur les enjeux dans le secteur de l'énergie
- M. Stéphane QUEFELEC
Expert énergie et environnement - Agence Européenne de l'Environnement (AEE)
 - o Regard sur les objectifs climat-énergie 2030 de l'UE et sur les subventions aux énergies fossiles en Europe
- M. Constantin TSAKAS
Analyste principal en politiques et consultant levée de fonds – Banque Mondiale, Centre pour l'intégration méditerranéenne (CMI) & Chercheur FEMISE
 - o Repenser les subventions dans la mise en œuvre des Plans de reconstruction post-COVID et dans l'atteinte des objectifs climat-développement en Méditerranée

Synthèse

- M. Stéphane POUFFARY - Directeur Général – ENERGIES 2050

Modération

- Mme Jaunė Vaitkevičiūtė
Experte Changement climatique et stratégies de développement bas carbone – ENERGIES 2050

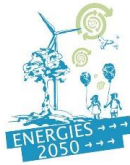
Coordination

- Mme Laurence HALPHEN
Référente développement Durable – ENERGIES 2050

Une période de questions et réponses suivra les présentations. Le webinaire est enregistré et l'enregistrement et les diaporamas complets (avec les annexes) seront en ligne à l'issue du webinaire

Contact : Pour toute question, merci de contacter : webinaire@energies2050.org

¹ La DPES/DFAE coordonne l'engagement de la Suisse dans le groupe des « Amis de la réforme des subventions aux énergies fossiles » (« Friends of Fossil Fuel Subsidy Reform – FFFSR »)



Contexte

2020 restera une année très particulière avec la crise sanitaire de la COVID-19 qui, au-delà des drames humains, a mis à mal les économies du monde entier, que l'on soit dans un pays dit développé, en développement ou en transition. Les grands calendriers internationaux et notamment l'agenda politique des négociations climat ont été modifiés avec des séries de réunions « à distance » sous des formes inédites ; et la 26^{ème} Conférence des Parties (CdP26/COP26) de la Convention des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) qui devrait désormais se dérouler en novembre 2021 à Glasgow.

Les économies des pays vulnérables ont été et restent les premières victimes quand les économies des pays développés mobilisent des moyens inédits dans notre histoire contemporaine pour éviter l'effondrement de leurs systèmes. Les montants sont impressionnants² mais, dans le même temps, l'analyse des plans de relance témoigne d'une possible mise entre parenthèses de certains engagements environnementaux et climatiques³ au nom de la protection de certains secteurs d'activité et des emplois, sans toujours prendre en compte les conséquences sur les agendas du développement, de la lutte contre les changements climatiques ou de la protection de la biodiversité⁴.

Au cœur des enjeux, la transition énergétique avec ses trois piliers complémentaires que sont la sobriété, l'efficacité énergétique et le développement des énergies renouvelables devrait être au cœur de toutes les dynamiques pour stimuler l'innovation et promouvoir une décarbonisation transformative des sociétés avec des effets considérables en termes de développement socio-économique⁵.

En effet, le secteur de l'énergie (production et consommation) représente à lui seul plus de 75% des émissions globales de gaz à effet de serre (GES), émissions qui, d'années en années, ne cessent d'augmenter quand bien même en 2020, une légère baisse a été constatée suite à la crise sanitaire du COVID-19. Malgré la forte croissance des énergies renouvelables, la part globale des combustibles fossiles dans la demande énergétique mondiale s'élevait à 79,9% en 2018. Les émissions mondiales de CO₂ liées à l'énergie ont affiché une légère baisse (moins de 1%) en 2019 (donc avant la crise COVID-19) par rapport à 2018, principalement en raison d'une baisse des émissions du secteur de l'énergie dans les économies avancées, et des conditions météorologiques plus clémentes sur les continents. Elles ont, pour autant, atteint un nouveau record historique de 33,5 GtCO₂ en 2018 avec une croissance des émissions principalement soutenue par les pays non membres de l'OCDE dont principalement la Chine et l'Inde⁶. Ces chiffres sont d'autant plus inquiétants que, pour

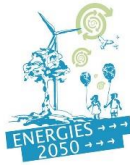
² Par exemple : au niveau Européen, les dirigeants de l'UE se sont mis d'accord le 21 juillet 2020 sur un ensemble complet de mesures d'un montant de 1 824,3 milliards € associant le cadre financier pluriannuel (CFP) et un effort de relance extraordinaire, Next Generation EU - Site du Conseil européen et du Conseil de l'Union européenne – Voir [en ligne] <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-recovery-plan/>. On citera également les Etats-Unis qui ont annoncé le 9 octobre une rallonge de près de 2 000 milliards USD au plan de relance de 2 200 milliards USD déjà approuvé fin mars et rallongé de 500 milliards – Voir [en ligne] <https://information.tv5monde.com/info/1-espoir-renait-pour-un-vaste-plan-de-relance-de-l-economie-americaine-378727>

³ L'OCDE, dans un rapport publié le 14 septembre 2020 actualisé le 6 octobre 2020 souligne que 30 pays membres de l'OCDE et pays partenaires clefs (Afrique du Sud, Brésil, Chine, Inde et Indonésie) ont intégré dans leurs programmes ou stratégie de relance des mesures visant à soutenir la transition vers une économie plus verte. Cette même analyse souligne également que 24 gouvernements nationaux ont annoncé des mesures susceptibles d'avoir un impact négatif direct ou indirect sur les résultats environnementaux, et que l'équilibre entre les dépenses vertes et les dépenses non vertes sont en défaveur de l'environnement – Voir [en ligne] https://read.oecd-ilibrary.org/view/?ref=136_136471-p1y1ggtiv8&title=Mettre-la-relance-verte-au-service-de-l-emploi-des-revenus-et-de-la-croissance%20

⁴ Le Greenness of Stimulus Index a identifié que des mesures de relance dans 17 pays vont injecter 3 500 milliards USD dans des secteurs ayant un impact durable et significatif sur la nature et dont les effets potentiellement dommageables sur l'environnement l'emporteront sur les effets positifs dans 14 des 17 pays en question – Voir [en ligne] <https://www.vivideconomics.com/casestudy/greenness-for-stimulus-index/>

⁵ IRENA. (2020). Perspectives mondiales pour les énergies renouvelables. Transformation énergétique 2050. *Conclusions principales*. Récupéré sur https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Publication/2020/Apr/IRENA_GRO_2020_findings_FR.pdf?la=en&hash=26D9E19A8F8F6FB4121CB09501A1A8A5EB6BCB98

⁶ AIE, 2020, Statistics report – CO₂ Emissions from fuel combustion - Overview – 2020. Voir [en ligne] https://enerji.mmo.org.tr/wp-content/uploads/2020/08/IEA-CO2_Emissions_from_Fuel_Combustion_Overview_2020_edition.pdf



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

FFFSR
Friends of Fossil Fuel Subsidy Reform

contenir le réchauffement climatique en deçà des 2°C d'ici la fin de ce siècle, chacun se souviendra qu'il faudrait laisser inexploités un tiers des réserves actuelles de pétrole et la moitié des réserves de gaz et 80% des réserves de charbon d'ici à 2050⁷.

Et pourtant, ces trois ressources, et plus généralement les énergies fossiles, continuent de bénéficier d'importantes subventions à leur consommation (estimées à plus de 5 200 milliards de dollars en 2017⁸), mais également à leur exploitation et production avec des impacts très lourds sur les budgets des Etats, mais aussi au niveau mondial (le FMI évalue à 6,5% du PIB mondial le poids de notre système énergétique actuel essentiellement basé sur les énergies fossiles fortement subventionnées). Au-delà de la problématique climatique, ces dépenses participent également à pérenniser des modèles de fonctionnement non soutenables, aussi bien sur le plan environnemental qu'économique et social.

Dans ce contexte particulier, cinq ans après la signature de l'Accord de Paris (AP), la mise en place des plans de relance et l'actualisation des Contributions Déterminées au niveau National – CDN (Nationally Determined Contributions – NDC) offrent une formidable opportunité aux Etats pour augmenter leurs engagements, concevoir et mettre en œuvre des politiques et des mesures adaptées et mobiliser les moyens associés. L'AP rappelle que les pays développés doivent afficher « *des objectifs chiffrés de réduction absolue de leurs émissions* ». L'ambition climatique doit être intégrée aux objectifs de développement pour les autres Parties, lesquelles peuvent inclure des mesures d'adaptation même si les Etats sont encouragés à « *accroître leurs efforts d'atténuation* » pour un développement résilient sobre en carbone. Les CDN des Parties en développement contiennent une contribution inconditionnelle et une contribution conditionnelle sous réserve de la mise à dispositions de moyens complémentaires. Il est prévu que chaque Partie communique, tous les cinq ans et à compter de 2020, des CDN successives toujours plus ambitieuses, et qu'un bilan mondial soit effectué en 2023 puis tous les cinq ans par la suite.

La Réforme des Subventions aux Énergies Fossiles (*Fossil Fuel Subsidy Reform – FFSR*) est donc centrale et la question de l'utilisation des moyens disponibles et des mécanismes internationaux ne peut s'envisager sans une profonde réforme du système énergétique, et cela est d'autant plus vrai dans le cadre des subventions inefficaces.

Ce webinaire s'attachera à replacer les enjeux de la réforme dans un cadre global de manière à souligner les réalités et les contradictions actuelles, mais aussi les opportunités pour réduire les émissions des gaz à effet de serre et combattre les origines des changements climatiques en réorientant les budgets des Etats afin de renforcer la résilience des territoires, en investissant davantage dans l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables ainsi que dans les services énergétiques associés.

A propos de l'initiative

Le présent webinaire s'inscrit dans le cadre des activités engagées, depuis plusieurs années, par l'association ENERGIES 2050 en partenariat avec la Division Politiques Extérieures Sectorielles (DPES) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) qui coordonne l'engagement de la Suisse dans le groupe des « Amis de la réforme des subventions aux énergies fossiles » (« Friends of Fossil Fuel Subsidy Reform – FFSR ») sur le thème de la réforme des subventions aux énergies fossiles dans le cadre de la mise en œuvre des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) autour d'activités de recherche, de formations et de séries de rencontres organisées en marge des CdP/COP et des sessions intermédiaires de négociations sur les changements climatiques.

Pour la période 2020-2021, les activités s'articulent autour de 4 webinaires pour accompagner le lancement, fin 2020, d'un *Guide de mise œuvre* et la mise en place d'un MOOC début 2021 sur ce sujet.

⁷ McGlade, C. & Ekins, P., 2015, *The geographical distribution of fossil fuels unused when limiting global warming to 2°C*. Nature, 517, 187–190. Voir [en ligne] <https://www.nature.com/articles/nature14016>

⁸ IMF (2019) IMF working paper - Global Fossil Fuel Subsidies Remain Large: An Update Based on Country-Level Estimates <https://www.imf.org/en/Publications/WP/Issues/2019/05/02/Global-Fossil-Fuel-Subsidies-Remain-Large-An-Update-Based-on-Country-Level-Estimates-46509>